

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
Centre administratif
ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles
12000 RODEZ

Rodez, le 07/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL ROUQUETTE TRAVAUX PUBLICS

ZA du Plégat
12110 Aubin

Références : 12-CARMIN-2023-42
Code AIOT : 0006804416

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2023 dans l'établissement SARL ROUQUETTE TRAVAUX PUBLICS implanté Les Carrières 12220 Les Albres. L'inspection a été annoncée le 24/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL ROUQUETTE TRAVAUX PUBLICS
- Les Carrières 12220 Les Albres
- Code AIOT : 0006804416
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une centrale de grave émulsion à froid (60°) soumise à déclaration, sise au sein de la carrière sur la commune des "Albres" et exploitée par la société ROUQUETTE TRAVAUX PUBLICS.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative

- Gestion des eaux
- Rejets air/odeur
- Moyens de lutte contre l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 1.4.	/	Sans objet
2	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 2.5.	/	Sans objet
3	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 4.2.	/	Sans objet
4	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 4.8.	/	Sans objet
5	Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 5.3.	/	Sans objet
6	Captage et épuration des rejets à l'atmosphère	Arrêté Ministériel du 30/06/1997	/	Sans objet
7	Valeurs limites et conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 6.2.	/	Sans objet
8	Mesure périodique de la pollution rejetée	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 6.3.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation est autorisée par arrêté préfectoral n° 2021-03-05-006 du 05 mars 2021 (sise au sein du périmètre d'une carrière à ciel ouvert de micaschiste et d'orthogneiss).

L'inspection n'a pas relevé de non-conformité. L'ensemble de l'installation (9 organes – 9 vannes) repose sur une rétention étanche, et est entretenue. L'installation n'était pas en activité au jour de la visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 1.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :- le dossier de déclaration dont la mention des dispositions prévues en cas de sinistre ;- les plans tenus à jour ;- la preuve de dépôt de la déclaration et les prescriptions générales ;- les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement s'il y en a ;- les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit, les rapports des visites ;- les documents prévus aux points 3.6, 4.7, 4.8, 5.1, 7.4 du présent arrêté.Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La rubrique 2521-2-b est intégrée à l'arrêté d'autorisation n° 2021-03-05-006 en date 05/03/2021. Le dossier administratif est complet. Les dernières vérifications des installations électriques, nettoyage et curage du séparateur d'hydrocarbures ... ont été réalisés (entre janvier et avril 2023). Les consignes d'exploitation, de sécurité et d'utilisation sont présentes au dossier et disponibles à l'utilisateur du poste de commande.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 2.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les installations et aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.
Constats : Les installations et les stockages sont accessibles aux services d'incendie et de secours. Les sables destinés à la fabrication sont stockés sous abri sur rétention étanche.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 4.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bombes, poteaux ...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : 1 extincteur à poudre ABC 9kg (vérification en date du 24/02/2023) est disposé au point central de l'installation à proximité du poste de commande et du poste d'alimentation électrique. 2 bassins sont présents intra-site : - 1 à environ 200m en amont de l'installation d'une capacité de l'ordre de 1 200m ³ (alimentation en eau à partir du ruisseau de la Goudonnie), - 1 à 150m en aval d'une capacité de 460m ³ (collecte des eaux de ruissellement et d'infiltration). Il y a également présence de sable à proximité de l'installation (stockage matériaux), et les personnels sont formés au maniement des extincteurs et à l'appel des services de secours. Les produits nécessaires au fonctionnement de l'installation sont stockés et étiquetés, à l'abri des intempéries sur bac de rétention dans l'atelier. Il est à noter que seul l'usage d'un bédituminant naturel bio issu du colza est utilisé comme liant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 4.8.
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, manipulations, fabrications de produits dangereux, fonctionnement normal, entretien ...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :- les modes opératoires ;- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;- les instructions de maintenances et de nettoyage ;- le maintien dans l'atelier de fabrication de la quantité de matières nécessaire au fonctionnement de l'installation.
Constats : L'inspection a noté la présence des consignes d'exploitation de la centrale d'enrobage à froid décrivant les modes opératoires, les actions de maintenance, etc.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 5.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: Prescription contrôlée : Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.</p> <p>Constats : L'aire étanche de l'installation compte plusieurs grilles avaloirs. Le réseau de collecte des eaux de l'installation est de type séparatif. Il est composé de 2 décanteurs, 1 en sortie de l'installation (zone dépotage), et 1 second plus en aval du site. Les eaux sont ensuite acheminées jusqu'au séparateur (au niveau de la sortie du site) puis au bassin de collecte et d'infiltration in situ (capacité de 460m³). L'ensemble des eaux de l'installation sont collectées via ce réseau enterré (plan des canalisations enterrées mis à jour le 16/01/2023). Il assure une dispersion des eaux collectées par infiltration au sein du massif rocheux. Le bassin de collecte et de ruissellement est également équipé de vannes d'obturation permettant le cas échéant de bloquer une éventuelle pollution, et en son point le plus haut, dans le cadre d'épisodes pluvieux exceptionnel (période de retour de l'ordre de 30 ans), d'une surverse PVC de 200mm de diamètre permettant le rejet des eaux à l'extérieur de la carrière dans le talweg routier parallèle à la D22 .</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Captage et épuration des rejets à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets air
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins d'analyse. Le débouché des cheminées doit être éloigné au maximum des habitations et ne pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois, ...). Les locaux où sont effectués de telles opérations doivent être fermés et convenablement ventilés conformément aux règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.</p> <p>Constats : L'émulsion est à une température de 60°C. Il n'y a pas de réchauffage sur la centrale à enrobé à froid. L'émulsion de bitume est stockée dans une cuve (40m³) placée sur une cuvette de rétention étanche. Il n'y a pas de dégagement de fumées, gaz, poussières ou odeurs. L'installation présente des aires de circulation étanches pour la chargeuse alimentant les trémies en granulats et pour les camions venant chercher les produits fabriqués. Les eaux qui ruissellent depuis ce secteur sont drainées vers le décanteur équipé en sortie d'une vanne d'isolement. Cet ouvrage permet de bloquer une éventuelle pollution en fermant la vanne d'isolement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Valeurs limites et conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 6.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets air
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites définies ci-après, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) et mesurées selon les méthodes définies au point 6.3. Les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 150 mg/Nm ³ de poussières. Le point de rejet doit dépasser d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.
Constats : L'installation ne compte pas de rejets canalisés, la prescription est inapplicable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Mesure périodique de la pollution rejetée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article I > 6.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets air
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés au point 6.2 doit être effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les trois ans. Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre de l'environnement quand il existe une procédure d'agrément des organismes. A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44.052 doivent être respectées. Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.
Constats : L'installation ne compte pas de rejets canalisés, la prescription est inapplicable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet